



**Demande pour que le secteur du  
café soit pris en compte dans  
les négociations sur les droits de  
douane – Lettre au Secrétaire  
d'État des États-Unis d'Amérique**

1. La Directrice exécutive joint, pour l'information des Membres de l'OIC, du Groupe de travail public-privé sur le café et du Comité consultatif du secteur privé, une lettre envoyée au Secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique contenant une demande pour que le secteur du café soit pris en compte dans les négociations sur les droits de douane à l'importation américains.

OL-001/18/2025

L'honorable Marco Rubio  
Secrétaire d'État  
Département d'État des États-Unis  
2201 C Street NW  
Washington, DC 20520  
États-Unis d'Amérique

Londres, 7 avril 2025

**Objet : Demande de l'OIC pour que le secteur du café soit pris en compte dans les négociations sur les droits de douane à l'importation américains**

Monsieur le Secrétaire,

L'Organisation internationale du Café (OIC) est la seule organisation intergouvernementale mondiale relative au café, réunissant les principaux pays producteurs de café, représentant 93 % de la production mondiale de café, ainsi que de nombreuses régions et pays consommateurs clés, qui constituent 63 % de la consommation mondiale.

Alors que l'administration Trump met en œuvre sa Politique commerciale « America First », visant à promouvoir des politiques commerciales bénéfiques pour les États-Unis, les consommateurs américains et l'économie américaine, nous saluons votre ouverture à examiner les informations concernant les bienfaits directs et indirects du café pour les États-Unis, les consommateurs américains du café, les travailleurs du secteur du café américains, ainsi que l'économie américaine.

Nous sommes confiants que l'Administration reconnaîtra que le café n'est pas un produit résultant d'un commerce déloyal ou non réciproque. Le café est principalement un produit importé aux États-Unis, étant donné qu'il n'existe pas d'alternative locale à la production de café dans les États-Unis en raison des conditions climatiques (sauf et en ce qui concerne des régions d'Hawaï et de Porto Rico). De plus, le café est la boisson préférée des États-Unis, consommée quotidiennement par deux tiers des adultes américains. Grâce à son impact bénéfique avéré sur la santé, le café ne peut être remplacé par aucune autre boisson aux États-Unis. Dans ce contexte, l'OIC estime que les droits de douane proposés dans le cadre de la politique « America First » pourraient causer un préjudice significatif à l'économie du café aux États-Unis ainsi qu'aux consommateurs. L'OIC s'inquiète également de l'interruption de l'impact positif reconnu que les États-Unis ont produit à travers leurs importations de café sur le bien-être et la stabilité des communautés de producteurs de café dans les régions vous fournissant du café.

Étant donné que les États-Unis sont le plus grand marché unifié à l'échelle mondiale du café, représentant 15,2 % de la consommation mondiale du café et un volume d'importation de

7,4 milliards de dollars, l'ampleur de l'impact des droits de douane imposés (en moyenne de 20 %) sera significative. De plus, avec 300 millions de dollars dépensés chaque jour par les consommateurs sur le café aux États-Unis, il sera très probable qu'une réduction de la consommation consécutive aux hausses de prix sera considérable, aggravant ainsi les prix actuels déjà élevés du café. En conséquence, l'industrie du café aux États-Unis, qui contribue 343 milliards de dollars à l'économie américaine chaque année, tant directement (à travers ses activités de transport, stockage, torréfaction, marque et distribution de café) qu'indirectement (en soutenant 2,2 millions d'emplois), serait fortement impactée.

Le café est produit par 25 millions de petits caféiculteurs qui fournissent un emploi à plus de 100 millions de personnes rurales en Amérique centrale, Caraïbes, Amérique du Sud, Asie et Pacifique, ainsi qu'en Afrique. Le café est le moteur des communautés économiquement prospères et socialement stables de ces régions. Alors que les États-Unis ont eu un impact positif et stabilisateur sur ces origines par le simple acte d'échanger du café, l'éventuel effet perturbateur des droits de douane à l'importation (compris entre 10 % et 47 %) sur les pays producteurs de café est indéniable.

Au nom de nos Membres, et en particulier de nos Membres producteurs de café, pour le bien de l'économie dynamique du café des États-Unis et de ses consommateurs du café, et en tenant compte de la stabilité et de la croissance économique des communautés de petits caféiculteurs, nous demandons respectueusement que l'Administration prenne en compte le rôle essentiel du secteur du café lors des prochaines négociations sur les droits de douane proposés, y compris la possibilité de réduire ou d'éliminer ces droits de douane.

Pour votre facilité, nous vous fournissons dans l'annexe un aperçu des Membres producteurs de café de l'OIC qui seraient sujets aux droits de douane à l'importation pour leurs exportations de café vers les États-Unis.

Nous saisissons cette occasion pour renouveler les assurances de notre très haute considération.

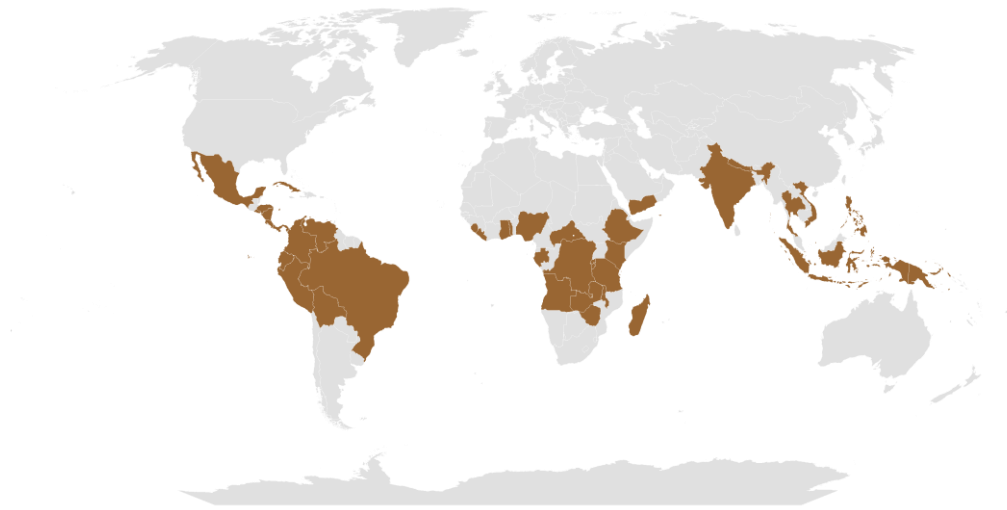


Vanúsia Nogueira  
Directrice exécutive

**C.C.** : L'honorable Jamieson Greer

## **ANNEXE**

Veillez trouver ci-dessous les Membres de l'OIC des pays producteurs de café qui seraient affectés par les droits de douane proposés des États-Unis sur leurs exportations de café vers les États-Unis.



<b>Amérique centrale, Caraïbes et Mexique</b>
Costa Rica
Cuba
El Salvador
Honduras
Nicaragua
Mexique
Panama
<b>Amérique du Sud</b>
Bolivie
Brésil
Colombie
Équateur
Pérou
Venezuela
<b>Afrique</b>
Angola
Burundi

.../... Les Membres de l'OIC des pays producteurs de café qui seraient affectés par les droits de douane proposés des États-Unis sur leurs exportations de café vers les États-Unis.

Cameroun
Éthiopie
Gabon
Ghana
Kenya
Libéria
Madagascar
Malawi
Nigéria
République centrafricaine
République démocratique du Congo
Rwanda
Sierra Leone
Tanzanie
Togo
Zambie
Zimbabwe
<b>Asie-Pacifique</b>
Inde
Indonésie
Népal
Papouasie-Nouvelle-Guinée
Philippines
Thaïlande
Timor-Leste
Viet Nam
Yémen